



**PRÉFET
DE L'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Hauts de France

Beauvais, le 6 janvier 2025

Unité Départementale de l'Oise
Equipe 3

Affaire suivie par : Nathalie ESTKOWSKI-CHAZOTTES
Tel : 03.44.10.54.05
Courriel : nathalie.estkowski@developpement-durable.gouv.fr

Réf. : IC-R/0523/24-NEC

Code AIOT dans GUN : 0003800727

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES
À MONSIEUR LE PRÉFET DE L'OISE**

OBJET : INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Société VALORISOL à VILLENEUVE-LES-SABLONS, représentée par M. Grégory BLOT

REF. : Levée de la mise en demeure du 03/08/2023
Dossier de porter-à-connaissance déposé le 10/12/2024 et relatif à un projet d'augmentation de la quantité de déchets SPAn C3 (sous-produits animaux de catégorie 3)

ANNEXES :

1. Cartographies et photographies
2. Projet d'arrêté préfectoral abrogeant la mise en demeure du 03/08/2023
3. Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

En application des dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, la société VALORISOL, représentée par M. Grégory BLOT, a transmis à Monsieur le Préfet, par courrier du 10 décembre 2024, un dossier de porter à connaissance relatif à un projet d'augmentation de la quantité de déchets SPAn C3.

Le présent rapport examine le caractère substantiel ou non de ce projet de modification et propose les suites à donner.

I. Informations relatives à l'exploitant

<u>Raison sociale</u> :	VALORISOL (SARL)
<u>Nom, prénom et qualité de la personne habilitée à représenter la personne morale</u> :	Grégory BLOT
<u>SIRET</u> :	420 985 996 00016
<u>Nom et adresse du site d'exploitation</u> :	« Le Gibet Monin » - route de Méru - B.P. 6 60175 VILLENEUVE LES SABLONS
<u>Nom et adresse du siège social</u> :	Route de Méru 60175 VILLENEUVE-LES-SABLONS

La société VALORISOL est implantée en région Hauts-de-France, dans le département de l'Oise, sur le territoire de la commune de Villeneuve-les-Sablons.

La société VALORISOL est localisée dans le cadran Nord-Est de la commune de Villeneuve-le-Sablons.

L'installation est située dans un environnement agricole et boisé.

Le site VALORISOL est implanté sur les parcelles cadastrales suivantes : 000 ZC n° 76 (38 698 m²) et 000 ZC n°73 (4 149 m²). Le site présente une superficie totale de 42 847 m².

La société VALORSIOL est spécialisée dans la valorisation des déchets verts et des déchets de sous-produits d'animaux de catégorie 3 (SPAnC3) en compost.

II. Description sommaire de la modification envisagée

La société VALORISOL souhaite apporter des modifications sur le site. Ces modifications concernent une demande d'augmentation de la quantité de déchets SPAnC3.

Les déchets admis sur la plateforme de compostage VALORISOL sont les suivants :

- les déchets verts,
- la biomasse : déchets au sens de la rubrique 2910,
- les biodéchets : Les Sous-Produit Animal SPA Catégorie 3 :
 - anciennes denrées alimentaires,
 - restes de repas (déchets de cuisine et de table).

La zone de chalandise est de 100 km autour de la plateforme.

II.1. Nature des déchets concernés par la demande de modification

Selon l'article R.541-8 du Code de l'environnement, on appelle biodéchet « *Tout déchet non dangereux biodégradable de jardin ou de parc, tout déchet non dangereux alimentaire ou de cuisine issu notamment des ménages, des restaurants, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que tout déchet comparable provenant des établissements de production ou de transformation de denrées alimentaires* ».

Sont inclus :

- fruits et légumes,
- plats préparés,
- produits laitiers,
- restes de préparation de repas,
- viandes, poissons et œufs,
- conserves.

La société VALORISOL ne réceptionne que des sous-produits animaux de Catégorie 3.

Il s'agit de la seule catégorie dont les déchets sont valorisables sous conditions en alimentation animale.

II.2. Volume projeté

La zone de chalandise est de 100 km autour de la plateforme.

Actuellement, les quantités autorisées sont :

- quantité journalière : 3 tonnes/jour de SPAn catégorie 3 ;
- quantité annuelle : 900 tonnes/an de SPAn catégorie 3.

La société VALORISOL souhaite pouvoir réceptionner sur site jusqu'à 60 tonnes/semaines, soit :

- soit 12 tonnes/jour de SPAn catégorie 3 pour une activité du lundi au vendredi ;
- pour 260 jours d'activité annuel : 3 120 tonnes/an.

Le volume maximal projeté sur site à un instant t est estimé à :

- le cycle de valorisation complet est entre 15 et 18 semaines (dont 14-17 semaines de maturation extérieur + 1 semaine dans le conteneur) entre la réception du Span C3 et sa valorisation matière normé NFU 44-051.

La capacité maximale présente sur site correspond à 2 cycles, soit une quantité de 1 560 tonnes (poids équivalent en matières premières) :

- 4 casiers de 20 tonnes = 80 tonnes ;
- 6 caissons à 15 tonnes = 90 tonnes ;
- 4 casiers de maturation de 320 tonnes = 960 tonnes ;
- compost criblé = produit finis 180 tonnes (390 tonnes de matières entrantes).

Pour rappel :

Les biodéchets et les déchets verts sont inclus dans la liste des matières autorisées de la norme NFU44-051. Le compost produit de ces matières réceptionnées sur le site VALORISOL est normé, il n'a pas besoin de plan d'épandage pour être valorisé.

II.3. Modalités de traitement des SPAnC3

Le site dispose d'une zone exclusivement dédiée au compostage des déchets SPAn de catégorie 3 d'environ 3 000 m².

- Zone d'entreposage des déchets réceptionnés

Les biodéchets sont réceptionnés dans des bacs ou en vrac, ils sont entreposés dans des casiers.

La quantité maximale pouvant être entreposée sur le site est d'environ 80 tonnes.

Les matières entrantes (SPAnC3) sont réceptionnées du lundi au vendredi matin, le projet prévoit une quantité journalière comprise entre 10 et 12 tonnes par jour.

Au sein de la zone, quatre casiers matérialisés par des mégablocs sont exclusivement dédiés à l'entreposage des matières entrantes. Les casiers ont une capacité unitaire estimée à environ 20 tonnes.

Les co-produits utilisés sont les déchets verts broyés.

Dès que le casier est plein, les matières premières sont recouvertes d'une couche de copeaux de bois d'une épaisseur comprise entre 10 et 15 cm pour éviter l'émanation d'odeurs.

Les matières entrantes sont traitées dans les 24h à 36h.

- Zone d'entreposage des déchets réceptionnés

Le procédé de compostage débute par une phase de fermentation aérobie de la matière.

Pour les déchets SPAn Catégorie 3, la société VALORISOL dispose de caissons d'hygiénisation fermés.

La capacité unitaire des caissons est de 15 tonnes.

Le conteneur est flexible, il est équipé d'un système numérique qui permet de contrôler à distance les différentes phases de traitement. L'objectif est d'atteindre 70°C pendant 1h, la durée est d'une semaine.

La température est mesurée pendant la durée de fermentation aérobie, grâce à des sondes *quanturi* placée dans chaque lot dès le début du processus de compostage.

Chaque sonde est identifiable et un numéro de lot est attribué, un contrôle de la température peut être vérifié en tout temps sur la plateforme WEB *quanturi*. Les données sont enregistrées et conservées à long terme sur un e-cloud.

Ce système permet de garantir le bon contrôle du processus et de fournir la preuve de la bonne hygiénisation réglementaire des déchets organiques.

- Maturation

Le site dispose de trois casiers de maturation.

Les produits issus des caissons d'hygiénisation sont regroupés pour la phase de maturation.

Le processus de maturation est réalisé entre 3 étapes : après l'hygiénisation, le produit est successivement entreposé dans les casiers M1, M2, M3.

À chaque étape, le produit est mûri pendant une durée de 1 mois.

Chaque mois, les andins sont retournés pendant 2 jours pour permettre une bonne oxygénation.

- Criblage

Une fois la phase de maturation terminée, l'andin entreposé dans le casier M3 est criblé. La maille utilisée est de 0-10 mm.

Le refus de criblage obtenu est réutilisé en tête de processus comme structurant.

Les campagnes de criblage ont lieu 1 fois par mois.

Les refus de criblage ($\varnothing > 10$ mm) repartent dans la chaîne d'hygiénisation pour un cycle complet.

L'installation du crible est mobile.

- Zone d'entreposage du produit fini

Après le criblage, le compost produit ($\varnothing \leq 10$ mm) est entreposé dans un casier.

Le compost est analysé par le laboratoire SADEF qui permet de vérifier la conformité du produit vis-à-vis de la norme NFU 44-051.

Si le produit fini n'est pas conforme (cas très rare), l'exploitant prévoit que le produit repart dans le processus de compostage pour un cycle complet.

Le produit fini est proposé à la vente à une large clientèle, il est évacué par camion, pesé sur la bascule puis transporté au lieu de mise en œuvre.

La quantité susceptible présente au sein de l'installation est de 180 tonnes.

Cela représente environ 2 mois de réception de marchandise de production, l'espace est donc largement suffisant pour intégrer les ventes.

III. Situation administrative actuelle et future du site vis-à-vis des législations visées aux articles L.181-1 et L.181-2 du Code de l'environnement

III.1. Situation administrative actuelle

Rubrique	Désignation	Volume de l'activité	Régime
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Traitement biologique : compostage	A
2780-3.a	Installation de compostage de déchets non dangereux ou matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation 3. Compostage d'autres déchets a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j	Transformation de matière organique par compostage : <u>Intrants</u> : - résidus de jardinage, écorces, végétaux, feuilles, tailles de haies, tontes de gazon,... - restes de repas - biomasse - anciennes denrées alimentaires <u>Quantité journalière</u> : 90 tonnes par jour dont au maximum 3 tonnes / jour de SPAn catégorie 3 <u>Quantité annuelle</u> : 27 000 t/an de matières entrantes dont au maximum 900 tonnes/an de SPAn catégorie 3	A
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Quantité autorisée : 25 t/j	A
2260	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épiluchage, décortication ou séchage par contact	Puissance des équipements : 1 263 kW	E

Rubrique	Désignation	Volume de l'activité	Régime
	direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 2101, 2102, 2111, 2140, 2150, 2160, 2170, 2220, 2240, 2250, 2251, 2265, 2311, 2315, 2321, 2330, 2410, 2415, 2420, 2430, 2440, 2445, 2714, 2716, 2718, 2780, 2781, 2782, 2790, 2791, 2794, 3610, 3620, 3642 ou 3660 : 1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : a) Supérieure à 500 kW		
2716	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³	Volume transit : 5 000 m³	E
2171	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole Le dépôt étant supérieur à 200 m³	Volume du dépôt 8 000 m³	D

A - : Autorisation ; - E - Enregistrement ; - D - : Déclaration

III.2. Date de la dernière procédure

Date de la dernière procédure « autorisation » avec enquête publique : AP autorisant la société VALORISOL à exploiter une plateforme de compostage de déchets verts du 15 octobre 2013 :

- enquête publique : du 12 février 2013 au 13 mars 2013 inclus.

III.3. Actes administratifs

Actes délivrés à la date de la demande	Date	Modifications éventuellement apportées à ces actes depuis la dernière procédure complète	Date
Récépissé de déclaration délivré à la société VALORISOL	13/12/1999		
Récépissé de déclaration délivrée à la société VALORISOL de demande de bénéfice des droits acquis	16/12/2011		
AP autorisant la société VALORISOL à exploiter une plateforme de compostage de déchets verts	15/10/2013		
		AP complémentaire	27/10/2020
		AP complémentaire	28/05/2024

III.4. Impact du projet vis-à-vis des législations visées à l'article L. 181-1 du Code de l'environnement (ICPE, IOTA)

Rubrique	Désignation	Volume de l'activité	Régime
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Traitement biologique : compostage	A
2780-3.a	Installation de compostage de déchets non dangereux ou matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation 3. Compostage d'autres déchets a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j	Transformation de matière organique par compostage : <u>Intrants</u> : - résidus de jardinage, écorces, végétaux, feuilles, tailles de haies, tontes de gazon,... - restes de repas - biomasse - anciennes denrées alimentaires <u>Quantité journalière</u> : 100 t/jour dont au maximum 12 t/jour de SPAn catégorie 3 <u>Quantité annuelle</u> : 30 000 t/an de matières entrantes dont au maximum 3 120 t/an de SPAn catégorie 3	A
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Quantité autorisée : 25 t/j	A
2260	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 2101, 2102, 2111, 2140, 2150, 2160, 2170, 2220, 2240, 2250, 2251, 2265, 2311, 2315, 2321, 2330, 2410, 2415, 2420, 2430, 2440, 2445, 2714, 2716, 2718, 2780, 2781, 2782, 2790, 2791, 2794, 3610, 3620, 3642 ou 3660 : 1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : a) Supérieure à 500 kW	Puissance des équipements : 1 263 kW	E

Rubrique	Désignation	Volume de l'activité	Régime
2716	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³	Volume transit : 5 000 m³	E
2171	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole Le dépôt étant supérieur à 200 m³	Volume du dépôt 8 000 m³	D

A - : Autorisation ; - E - Enregistrement ; - D - : Déclaration

III.5. Impact du projet vis-à-vis des législations visées à l'article L. 181-2 du Code de l'environnement

Procédures embarquées à l'autorisation ICPE (cocher les procédures embarquées à l'autorisation initiale)	La procédure est-elle potentiellement concernée par le projet de modification ?	
<input type="checkbox"/> Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<input type="checkbox"/> Autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre en application de l'article L.229-6	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
<input type="checkbox"/> Autorisation spéciale au titre des réserves naturelles en application des articles L.332-6 et L.332-9 lorsqu'elle est délivrée par l'État et en dehors des cas prévus par l'article L.425-1 du Code de l'urbanisme où l'un des permis ou décision déterminés par cet article tient lieu de cette autorisation	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
<input type="checkbox"/> Autorisation spéciale au titre des sites classés ou en instance de classement en application des articles L.341-7 et L.341-10 en dehors des cas prévus par l'article L.425-1 du Code de l'urbanisme où l'un des permis ou décision déterminés par cet article tient lieu de cette autorisation	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
<input type="checkbox"/> Dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° de l'article L.411-2	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
<input type="checkbox"/> Absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 en application du VI de l'article L.414-4	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
<input type="checkbox"/> Récépissé de déclaration ou enregistrement d'installations mentionnées aux articles L.512-7 ou L.512-8, à l'exception des déclarations que le pétitionnaire indique vouloir effectuer de façon distincte de la procédure d'autorisation environnementale, ou arrêté de prescriptions applicable aux installations objet de la déclaration ou de l'enregistrement	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non

Procédures embarquées à l'autorisation ICPE (cocher les procédures embarquées à l'autorisation initiale)	La procédure est-elle potentiellement concernée par le projet de modification ?	
<input type="checkbox"/> Agrément ou déclaration pour l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés en application de l'article L.532-3, à l'exclusion de ceux requis pour l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés soumise à des règles de protection du secret de la défense nationale ou nécessitant l'emploi d'informations soumises à de telles règles	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
<input type="checkbox"/> Agrément pour le traitement de déchets en application de l'article L.541-22	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
<input type="checkbox"/> Autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité en application de l'article L.311-1 du Code de l'énergie	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
<input type="checkbox"/> Autorisation de défrichement en application des articles L.214-13, L.341-3, L.372-4, L.374-1 et L.375-4 du Code forestier	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
<input type="checkbox"/> Autorisations prévues par les articles L.5111-6, L.5112-2 et L.5114-2 du Code de la défense, autorisations requises dans les zones de servitudes instituées en application de l'article L.5113-1 de ce code et de l'article L.54 du Code des postes et des communications électroniques, autorisations prévues par les articles L.621-32 et L.632-1 du Code du patrimoine et par l'article L.6352-1 du code des transports, lorsqu'elles sont nécessaires à l'établissement d'installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
<input type="checkbox"/> Autorisations prévues aux articles L.621-32 et L.632-1 du Code du patrimoine pour les projets d'infrastructure terrestre linéaire de transport liée à la circulation routière ou ferroviaire réalisés pour le compte d'États étrangers ou d'organisations internationales, de l'État, de ses établissements publics et concessionnaires	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
<input type="checkbox"/> Dérogation motivée au respect des objectifs mentionnés aux 1° à 4° du IV et au VI de l'article L.212-1 du présent code, prévue au VII du même article L.212-1	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
<input type="checkbox"/> Autorisation de porter atteinte aux allées et alignements d'arbres prévue à l'article L.350-3	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non

III.6. Impact du projet vis-à-vis de la réglementation urbanisme

Suite à l'élaboration d'un nouveau règlement du PLU de la commune de Villeneuve-le-Sablons intervenu en 2017, celui-ci précise qu'en zone NNA sont admis :

- les installations liées à la valorisation des déchets verts collectés ;
- les autres équipements d'intérêt collectif et nécessaires aux services publics.

IV. Examen de la modification au regard de la réglementation relative à l'évaluation environnementale

IV.1. Précisions sur la modification

L'objectif de cette partie est d'examiner si la modification constitue une extension au titre du critère 1° de l'article R.181-46-I du Code de l'environnement.

La modification consiste-t-elle :

	OUI	NON	Précisions
En la création d'une nouvelle activité permanente (pas un simple changement de rubrique lié à l'évolution d'une activité existante) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p><i>Si oui, préciser la nouvelle activité :</i></p> <p>NON</p> <p>Le site produit déjà du compost à partir notamment de déchets SPAn Catégorie 3</p> <p><i>Modification soumise à consultation du public</i></p>
En la création d'une nouvelle activité permanente (pas un simple changement de rubrique lié à l'évolution d'une activité existante) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p><i>Si oui, préciser la nouvelle activité :</i></p> <p>NON</p> <p>Le site produit déjà du compost à partir notamment de déchets SPAn Catégorie 3</p> <p><i>Modification soumise à consultation du public</i></p>

	OUI	NON	Précisions
En la création d'une nouvelle activité permanente (pas un simple changement de rubrique lié à l'évolution d'une activité existante) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p><i>Si oui, préciser la nouvelle activité :</i></p> <p>NON</p> <p>Le site produit déjà du compost à partir notamment de déchets SPAn Catégorie 3</p> <p><i>Modification soumise à consultation du public</i></p>
En une augmentation de capacité, dans l'unité de mesure de la nomenclature ICPE ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p><i>Si oui, préciser les rubriques ICPE concernées par la modification et les augmentations de capacités (depuis la dernière procédure globale d'autorisation ou d'enregistrement) dans l'unité de mesure de ces rubriques quand elle existe :</i></p> <p>OUI</p> <p>Actuellement, les quantités autorisées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> quantité journalière : 3 t/jour de SPAn C3 quantité annuelle : 900 t/an de SPAn C3 sur 260 jours ouvrés <p>La société VALORISOL souhaite augmenter la quantité de biodéchets traité</p> <ul style="list-style-type: none"> quantité journalière : 12 t/j de SPAn C3 quantité annuelle : 3 120 t/an de SPAn C3 (jusqu'à 260 jours ouvrés) <p>Mais le site est déjà soumis à Autorisation au titre de la rubrique 2780-3.a</p>
En une augmentation de surface ayant un impact sur l'usage du sol au-delà des limites précédentes de l'exploitation ? (cf. plan de situation au 1/25 000 et plan du projet)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p><i>Si oui, préciser la surface concernée, l'usage des sols actuels et son usage projeté :</i></p> <p>NON</p> <p>Le site dispose d'une zone exclusivement dédiée au compostage des déchets SPAn de catégorie 3 d'environ 3 000 m² : pas d'augmentation de surface.</p> <p>La société VALORISOL dispose de 4 caissons d'hygiénisation fermés. Le projet prévoit la mise en place de 2 caissons supplémentaires.</p>

IV.2. Analyse de la modification au regard de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement

L'objectif de cette partie est d'examiner la nécessité de réaliser une évaluation environnementale ou un examen au cas par cas sur la seule base de l'article R. 122-2 (cas 1° du I du R. 181-46) et en s'appuyant sur le tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement.

Rappel : Si le projet est soumis à la fois à examen au cas par cas et à évaluation environnementale systématique au titre du tableau annexé au R.122-2, alors le projet est soumis à évaluation environnementale systématique.

Le projet de modification (une seule réponse possible) :

<p><input type="radio"/> Est soumis à évaluation environnementale systématique pour au moins une rubrique du tableau du R.122-2 du Code de l'environnement.</p> <p>Pour la catégorie 1 relative aux ICPE :</p> <ul style="list-style-type: none"> • IED : entre pour la première fois dans le champ IED ou l'extension dépasse en elle-même le seuil IED • SEVESO : entre pour la première fois dans un seuil SEVESO • Élevage bovin (rubrique 2101-1) : entre dans le seuil de l'autorisation ou l'extension dépasse en elle-même le seuil • Carrière (rubrique 2510) : entre dans le seuil de l'autorisation ou extension ≥ 25 ha • Parc éolien (rubrique 2980) : entre dans le seuil de l'autorisation ou l'extension dépasse en elle-même le seuil • Stockage géologique de CO₂ (rubrique 2970) : entre dans le seuil de l'autorisation ou l'extension dépasse en elle-même le seuil • Usine intégrée de première fusion de la fonte et de l'acier • Installations d'élimination de déchets dangereux par incinération, traitement chimique ou mise en décharge (se référer aux rubriques ICPE) <p>Pour une autre catégorie de projet soumis à évaluation environnementale</p>	<p>Préciser les critères de soumission à évaluation environnementale systématique :</p> <p>Non (seuil de la rubrique 3532 : 75 t/j)</p> <p>Non</p> <p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p> <p>Sans objet Sans objet</p> <p>Non</p>
<p><input type="radio"/> Est soumis à un examen au cas par cas pour au moins une rubrique du tableau du R.122-2 du Code de l'environnement.</p> <p>Pour la catégorie 1 relative aux ICPE :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'extension <u>fait franchir</u> un seuil autorisation ou enregistrement (non soumis à évaluation environnementale systématique) ou <u>dépasse en elle-même</u> un seuil autorisation ou enregistrement (non soumis à évaluation environnementale systématique). • Carrière (rubrique 2510) : extension < à 25 ha <p>Pour une autre catégorie catégories de projets soumis à cas par cas</p>	<p>NON</p> <p>Rubrique 2780 : passage de 90 t/j à 100 t/j Or seuil de la rubrique à 75/j</p> <p>Sans objet</p> <p>/</p>
<p><input checked="" type="radio"/> N'est soumise ni à évaluation environnementale, ni à un examen au cas par cas du tableau du R.122-2 du Code de l'environnement.</p>	

V. Analyse des dangers ou inconvénients induits par le projet de modification

L'objectif de cette partie est d'examiner la substantialité de la modification au regard des dangers ou inconvénients induits par la modification (cas 3° du R.181-46-I).

Elle comprend une présentation des évaluations, par rapport aux données disponibles lors de la dernière procédure complète d'autorisation ou enregistrement :

- impacts chroniques supplémentaires générés par la modification, pour les différents enjeux présentés (pollution de l'air, de l'eau, bruit, trafic routier, impact paysager, production de déchets, occupation de l'espace, faune, flore, horaires de fonctionnement, impact sur les zones humides, consommation d'eau et d'énergie...) en fournissant des données relatives à l'augmentation attendue des rejets en valeur absolue et en pourcentage d'augmentation par rapport aux rejets autorisés, et aux effets de cette augmentation sur l'environnement ;
- extension du risque accidentel généré par le projet de modification, suivant les critères de probabilité, de cinétique et d'intensité des effets des accidents susceptibles de se produire sur le site après sa modification, que les aléas technologiques soient générés directement ou indirectement par l'installation.

Dans cette partie, si l'analyse d'un seul critère mentionné par «» amène à cocher la case « oui », la modification doit être considérée comme substantielle.**

Pour les autres « oui », les dangers et inconvénients nouveaux ne sont pas significatifs et ne nécessitent pas de nouvelle procédure d'autorisation.

		OUI	NON	Précisions
Émissions industrielles	Le milieu récepteur (air, eau, sol,...) présente une sensibilité particulière	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Augmentation de plus de 10 % des rejets en flux (par rapport à l'étude d'impact ou d'incidence de la dernière procédure globale d'autorisation ou enregistrement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Préciser les paramètres concernés, l'augmentation en valeur absolue et le pourcentage d'augmentation des rejets pour chacun d'entre eux depuis la dernière procédure globale.</i>
Extension géographique	L'extension conduit à une consommation d'espaces naturels et forestiers	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Préciser l'étendue de l'extension et les enjeux de consommation d'espaces naturels et forestiers.</i> Le projet se situe sur un site existant depuis 1999. Le périmètre de l'installation reste inchangé. Dans le cadre du PAC, la plateforme de compostage des SPAn Catégorie 3 ne nécessitera pas de surface supplémentaire.
		OUI	NON	Précisions
Prolongation de la durée de fonctionnement	Prolongation de plus de 2 ans de la durée d'exploitation autorisée d'une installation d'élimination de déchets ou d'une carrière	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Sans objet
				<i>Modification soumise à consultation du public</i>

		OUI	NON	Précisions
Nature ou origine des déchets pour les installations de traitement de déchets	** La modification ou l'extension consiste à traiter des déchets dangereux dans une installation autorisée uniquement pour des déchets non dangereux ou inertes (rubrique 2760 et 2771) **	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sans objet
				Si oui, modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation environnementale
	Evolution significative de l'origine des déchets dans une installation de traitement des déchets	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Épandages	Modification (non mineure) de la nature des effluents épandus, dans le cas où l'installation est soumise à un plan d'épandage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sans objet
				Si oui, modification soumise à consultation du public
Nouvelle rubrique / activité OU modification d'une activité existante	Nouvelle activité permanente relevant du régime de l'autorisation ICPE	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Si oui, modification soumise à consultation du public
	Augmentation de plus de 10 % de la capacité d'une activité déjà existante dans l'unité de mesure de la nomenclature ICPE depuis la dernière procédure globale d'autorisation ou enregistrement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

		OUI	NON	Précisions
Seveso	** La modification ou l'extension fait passer l'établissement d'un Seveso seuil bas vers un Seveso seuil haut **	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sans objet
				Si oui, modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation environnementale
	La modification fait passer l'établissement d'un Seveso seuil haut vers un Seveso seuil bas	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sans objet
				Si oui, pas de justification attendue que les dangers et inconvénients nouveaux ne sont pas significatifs Mais modification soumise à consultation du public
	Conséquences environnementales importantes en cas d'accident sur des zones présentant un intérêt naturel particulier ou ayant un caractère particulièrement sensible, situées à proximité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sans objet
	**Accroissement de l'étendue	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sans objet

		OUI	NON	Précisions
	géographique des zones d'effets létaux ou irréversibles concernant des zones urbaines ou à urbaniser**			<i>Si oui, modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation environnementale</i>
	Accroissement de la classe de probabilité et/ou la classe de cinétique des effets hors site concernant des zones urbaines ou à urbaniser	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sans objet <i>Si oui, modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation environnementale</i>
	Accroissement de l'étendue géographique des zones d'effets létaux ou irréversibles vers des zones inoccupées et interdites à l'urbanisation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Préciser les phénomènes dangereux concernés, leur probabilité et leur intensité ainsi que l'étendue des nouvelles zones d'effet. Sans objet
	Accroissement de la classe de probabilité des risques accidentels vers des zones inoccupées et interdites à l'urbanisation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Préciser les phénomènes dangereux concernés, leur nouvelle probabilité et leur intensité ainsi que l'étendue des zones d'effet initiales. Sans objet

		OUI	NON	Précisions
Risque accidentel	1) ** Une nouvelle zone urbanisée ou urbanisable ou susceptible d'accueillir un fort rassemblement de population est impactée par des effets létaux **	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sans objet <i>Si les conditions 1 et 2 sont simultanément remplies, modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation environnementale</i> <i>Si l'une des conditions est remplie, modification soumise à consultation du public</i>
	2) ** la modification est de nature à rendre applicable une nouvelle mesure d'urbanisation au sens du II b) de l'annexe 1 de la circulaire du 04/05/2007 relative au porter-à-la connaissance «risques technologiques» (PAC-RT) et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées **	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sans objet
Éoliennes terrestres	** Augmentation de plus de 50 % de la hauteur d'au moins une éolienne **	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sans objet <i>Si oui, modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation environnementale</i>
	** Défrichement non prévu par l'autorisation initiale ou en dehors du polygone constitué par celle-ci **	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sans objet <i>Si oui, modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation environnementale</i>
	Augmentation de plus de 10 % de la hauteur d'au moins une éolienne	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sans objet

		OUI	NON	Précisions
	Augmentation des nuisances sonores	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sans objet
	Augmentation des perturbations radar	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sans objet
	Implantation d'un mât en zone Natura 2000	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sans objet
	Déplacement d'un mât en dehors de la surface de survol des pales du mât préexistant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sans objet

V.1. Analyse des inconvénients induits par le projet de modification

- Aspect paysager

La société VALORISOL est implantée dans un site existant depuis 1999.

Le site est implanté au sein de la Zone d'Activités de Villeneuve-les-Sablons. Il est entouré par les champs et les bois.

L'ensemble du périmètre du site est clôturé :

- l'accès est matérialisé par un portail,
- le site est clôturé par un grillage d'une hauteur de 2 m et un merlon végétalisé.

Le périmètre de l'installation reste inchangé.

Dans le cadre du PAC, la plateforme de compostage des SPAn Catégorie 3 ne nécessitera pas de surface supplémentaire.

Les premières habitations sont implantées à 500 m du site d'exploitation. Elles sont séparées par des champs agricoles et des zones végétalisées.

Conclusion de l'Inspection des installations classées :

Le site est intégré au paysage.

L'absence de modification projeté sur le site (aucune nouvelle construction ou de modification des chemins d'accès) permet de garantir l'absence d'impact du projet sur le paysage

Les zones habitations représentent un enjeu qui a été pris en compte-tenu de leur distance du site.

- Risque de pollution des sols et des sous-sols (y compris nappes souterraines)

Le site est concerné par la présence d'une nappe souterraine de niveau 1 (nappe de la Craie des Vallées de la Scarpe et de la Sensée) et de niveau 2 (nappe de l'Albien-néocomien captif).

L'entreposage des déchets est réalisé sur des aires entièrement revêtues en béton et bitume, évitant tout contact direct entre les produits entreposés et le sol et les eaux souterraines.

L'ensemble des opérations de manutentions des produits et la circulation des véhicules sont également pratiqués sur des aires revêtues en enrobées.

L'état de l'enrobé est régulièrement contrôlé. En cas d'impact mettant en cause l'imperméabilisation, des travaux de réparations seront entrepris.

L'imperméabilisation de l'ensemble des zones d'activité, les aménagements permettant une rétention des produits polluants et les dispositifs en cas de pollution accidentelle assurent une protection du sol et du sous-sol vis-à-vis des matériaux stockés et des risques de pollution liés à la circulation et aux activités.

Des aménagements présents permettent de garantir un impact faible voir nul sur les sols et le sous-sol.

Conclusion de l'Inspection des installations classées :

Dans le cadre du PAC, le projet d'augmentation de la quantité de déchets SPAn Catégorie 3 ne nécessitera pas d'aménagement complémentaire.

Aucune modification notable sur le projet n'aura une incidence sur les eaux souterraines.

- Impact sur les eaux superficielles, les eaux souterraines et les captages AEP

On note la présence de 16 points d'eau dans un rayon de 2 km autour du site :

- 5 forages pour la majorité, l'eau est utilisée pour des process industriels ;
- 10 puits dont l'utilisation de l'ouvrage n'est pas renseignée ;
- 1 piézomètre dont l'accès est rebouché.

Le site d'exploitation n'est pas situé dans un périmètre de protection d'un captage d'AEP.

Aux vues de la profondeur des ouvrages et les aménagements présents sur le site, le milieu eau souterraine n'est pas vulnérable vis-à-vis des activités du site.

L'installation ne réalisera aucun rejet direct dans un cours d'eau.

Conclusion de l'Inspection des installations classées :

Dans le cadre du PAC, le projet n'aura aucune incidence supplémentaire sur les captages d'eau.

Le projet n'entraînera aucun impact sur les eaux superficielles.

- Impact sur les espaces naturels protégés

Dans un rayon de 5 km autour du site, les espaces naturels protégés sont les suivantes :

- le parc naturel régional – Vexin français à 3,0 km au sud du site ;
- la ZNIEFF de type 1 – Marais d'Amblainville à 4,80 km au sud site.

La société VALORISOL se situe en dehors de l'emprise des zones naturelles. Il n'y a donc pas d'incidence directe sur les espèces ou de destruction directe des habitats de ces sites.

Compte-tenu de la distance entre le site et la ZNIEFF ou du parc naturel régional, les incidences du projet sur les espèces et habitats ayant justifié la désignation sont considérées comme non significatives.

Conclusion de l'Inspection des installations classées :

Le projet ne prévoit aucune extension du site d'exploitation, il n'engendrera pas d'incidences significatives sur les habitats et espèces.

- Impact sur le patrimoine culturel

Selon l'atlas des patrimoines, la commune de Villeneuve-les-Sablons ne compte aucun monument historique sur son territoire.

Les monuments historiques les plus proches du site sont les différents éléments du centre-ville historique d'Amblainville et de Méru.

La société VALORISOL ne se situe pas sur une zone de protection d'un monument historique.

Conclusion de l'Inspection des installations classées :

Dans le cadre du PAC, le projet n'aura aucun impact sur les monuments historiques.

- Impact sur le patrimoine paysager

Les sites classés et inscrits à proximité de la société VALORISOL sont les suivant :

- le site inscrit : Vexin Français à 1,6 km à l'ouest du site ;
- le site classé : Les Buttes de Rosne (par décret du 23/01/1996) à environ 4 km à l'ouest du site.

Compte-tenu de la distance des sites classé et inscrit vis-à-vis du site de VALORISOL n'aura aucun impact.

Conclusion de l'Inspection des installations classées :

Le projet ne prévoit aucune extension du site d'exploitation, il n'engendrera pas les sites classés et inscrits.

- Impact en termes de rejets atmosphériques et/ou aqueux

Les eaux pluviales de ruissellement sont récupérées et collectées dans des bassins de décantation successifs. Les eaux pluviales propres sont utilisées dans le process dans de la fabrication du compost.

Conclusion de l'Inspection des installations classées :

Le projet n'impliquera pas d'effet notaire supplémentaire.

- Impact lié au bruit

Les horaires d'activités sont 08h00-12h00 et 13h30 à 17h00 du lundi au vendredi.

Les activités susceptibles d'engendrer des nuisances sonores sont :

- le fonctionnement des machines de type :
 - séparateur aéraulique
 - convoyeur à chenilles
 - trommel
 - broyeur
- la circulation des transporteurs ainsi que des chargeuses présentes sur le site.

Une étude acoustique a été réalisée le 15 novembre 2023 ; elle a conclu que les mesures de bruit sont conformes.

Dans le cadre du PAC, la modification susceptible d'engendrer une nouvelle source de nuisances sonores est l'augmentation du trafic.

Les mesures mises en place pour éviter et réduire du bruit sont les suivantes :

- les camions répondant aux spécifications du code de la route ;
- la vitesse des véhicules limitée à 10 km/h ;
- les engins d'exploitation homologués, régulièrement entretenus et équipés d'avertisseur sonore de recul type « cri de lynx » ;
- les installations mobiles émettrices de bruit, éloignées des limites de propriété ;
- les activités bruyantes encerclées par les stocks de matériaux ;
- la limitation du nombre de trajets sur la plateforme en optimisant les chargements ;

- l'utilisation des avertisseurs acoustiques uniquement réservés à la prévention ou au signalement de dangers immédiats ;
- la sensibilisation des opérateurs d'exploitation aux nuisances sonores liée à l'activité, notamment ne pas claquer les godets (munis de silent boc) ;
- la présence de merlon paysager périphérique le long de la limite du site.

Conclusion de l'Inspection des installations classées :

L'augmentation des flux de déchets entrants sur le site n'aura pas une incidence substantielle sur les émergences sonores.

Les mesures proposées par le pétitionnaire figurent déjà dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 octobre 2020.

• Impact lié aux odeurs

Dans le cadre de ses activités, le process de transformation des déchets verts en composts peut être à l'origine d'émanation odorante, notamment lorsque les déchets sont en phase thermophile (fermentation anaérobie) et en phase de maturation (phase mésophile).

Les exigences réglementaires applicables au site sont issues de l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter :

« Les concentrations odeurs imputables à l'installation au niveau des zones d'occupation humaine [...] dans un rayon de 3 km des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5 unités d'odeurs (uoE/m³), plus de 175 h/an, soit une fréquence de dépassement de 2 %. Ces périodes de dépassement intègrent les pannes éventuelles des équipements de compostage et de traitement des composés odorants, qui sont conçus pour que leur durée d'indisponibilité soit aussi réduite que possible ».

Une évaluation de l'impact olfactif a été menée en décembre 2023, elle conclut que les concentrations calculées au niveau des zones d'habitation dans un rayon de 3 km autour du site sont bien inférieures à la valeur seuil de 5 uoE/m³ plus de 175 h/an.

A noter que le seuil de perception des odeurs de 1 uoE/m³, n'est pas atteint dans l'environnement du site.

Les mesures prises pour éviter et réduire les émanations des odeurs sont les suivantes :

- le temps d'entreposage des déchets alimentaires en attente de traitement est de 24 à 36 heures.
- les matières entrantes sont recouvertes de matières inertes (copeaux de bois de 10 à 15 cm) ;
- en période estivale, les matières entrantes seront traitées dans les plus brefs délais ;
- les conteneurs d'hygiénisation sont équipés d'un couvercle muni d'une membrane semi-perméable qui, une fois fermée, élimine 95 % des émissions d'odeurs pendant le processus de fermentation. Ce système ne nécessite d'un biofiltre externe ;
- l'étape de la maturation dure 1 mois, les odeurs sont générées lors des phases de retournement mais cela ne se diffuse pas à l'extérieur des limites du site. La phase dure généralement 2 jours pour tous les casiers. Une seule fois par mois ;
- le compost fini n'a pas d'odeur (hormis celle d'humus forestier).

Conclusion de l'Inspection des installations classées :

La gestion des SPAnC3 permet de limiter les nuisances olfactives.

Les déchets de SPAnC3 sont traités bien avant leur décomposition pouvant entraîner de fortes émanations odorantes.

Les mesures proposées par le pétitionnaire figurent déjà dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 octobre 2020.

Une nouvelle évaluation des odeurs sera réalisée 3 mois après l'obtention du nouvel arrêté préfectoral complémentaire.

- Impact lié au trafic

Dans le cadre de l'augmentation des flux de déchets alimentaire entrants sur le site, le trafic sera également augmenté.

Le trafic actuel se résume à des passages de véhicules utilitaires 3,5 Tonnes qui réalisent 15 tournées par semaines (15 allers/retours sur site par semaine soit 3 allers/retours par jour d'activité).

À pleine capacité de traitement souhaitée (3 120 tonnes/an), le flux de véhicule (de même type) par semaine est estimé à environ 50 tournées par semaines (soit environ 10 A/R par jour).

Le nombre de tournée pourra être revu à la baisse en cas d'utilisation de véhicules de type "Bennes à Ordures Ménagères" capables de collecter de plus important volume en une seule tournée.

Les impacts générés par l'activité par rapport au trafic sur les routes départementales d'accès sont donnés dans le tableau suivant :

	Trafic estimé poids lourd
Nombre de véhicules	10 PL / jour
Trafic RD 205 avant le croisement avec la D121	4 653 PL / jour en mai 2019 Augmentation prévue de 5,70 %* soit 265 PL / jour
Impact sur le trafic RD 930	3,77 %
Trafic RD 205 après le croisement avec la D923	4 456 PL / jour en mai 2019 Augmentation prévue de 5,10 %* soit 227 PL / jour
Impact sur le trafic RD 930	Augmentation de 4,41 %

* Le pourcentage correspond à la part des Poids Lourds comptabilisés dans le nombre total des véhicules.

Le trafic généré par l'installation sur la route départementale RD205 représente une augmentation de moins de 5 %.

L'augmentation du trafic projeté n'entraînera pas de perturbation du trafic.

Conclusion de l'Inspection des installations classées :

L'impact généré par le flux supplémentaire de véhicules PL par VALORISOL sur cette route est estimé comme faible.

V.2. Analyse des dangers induits par le projet de modification

- Phénomènes externes dangereux

Deux sites industriels présents sur le territoire de la commune de Villeneuve-les-Sablons sont classés ICPE, dont VALORISOL.

Les Installations Classées présentes dans un rayon de 2 km autour du site d'exploitation sont les suivantes :

Nom établissement	Commune	Régime ICPE	Régime Seveso	Distance p/r VALORISOL	Activités
LANGUEDOC Christophe	Villeneuve-les-Sablons (60175)	E	Non	25 mètres à l'est	Installation de stockage de déchets inertes
EJ PICARDIE	Saint-Crépin-Ibouwillers (60149)	A	Non	1,35 km au nord-est	Fonderie Tri, transit de déchets de métaux non dangereux Broyage, concassage, criblage de déchets inertes, matériaux inertes
SCI GLP LORMAISON	Saint-Crépin-Ibouwillers (60149)	E	Non	710 mètres au nord	Entrepôt logistique
TRABET	Méru (60110)	E	Non	1,10 km au sud-ouest	Centrale d'enrobage à chaud (En fin d'exploitation)

A : Autorisation E : Enregistrement

Les effets cumulés engendrés par le projet de la société VALORSIOL et la société LANGUEDOC Christophe seront uniquement liés au trafic.

Les deux entrées ne sont pas situées dans la même rue.

- Phénomènes dangereux

Les zones présentant un risque sont répertoriées dans le tableau suivant :

Installation	Incendie	Pollution
Stockage des déchets verts	x	x
Préparation des andains	x	x
Andains (fermentation / maturation)	x	x
Stockage des déchets alimentaires		x
Hygiénisation et fermentation (conteneur)	x	x
Zone de maturation	x	x
Compost	x	

Des mesures de prévention et de protection mises en place et prévues contre le risque incendie sont présentées ci-après :

Mesures de prévention	Mesures de protection
<u>Déchets entrants</u> Contrôle à la réception des déchets entrants → Détecter la présence d'éléments interdits pouvant provoquer un début d'incendie	<u>Moyen d'alerte</u> En cas d'incendie sur le site, les moyens de communication du site sont les téléphones et l'actionnement manuel des alarmes incendie. → Délai d'alerte optimisé en cas d'incendie
<u>Acte de malveillance</u> L'accès du site est surveillé Le site est entièrement clôturé Le portail d'entrée est fermé, toute personne étrangère à l'installation doit s'annoncer pour pouvoir entrer sur le site. Le site est pourvu d'un système de caméras de surveillance et de détecteurs anti-intrusion qui fonctionnent en télétransmission. <u>Surveillance par une société privée</u> → Éviter tout départ d'incendie par un tiers (acte de malveillance)	<u>Accès au site</u> Le site est accessible par les services de lutte contre l'incendie. Le site dispose d'un accès dimensionné pour les services de lutte contre l'incendie Aucun véhicule ou stockage n'est autorisé à obstruer la voie de circulation. → Optimiser l'intervention des services de lutte contre l'incendie

Mesures de prévention	Mesures de protection
<p><u>Risque lié au procédé</u> Le processus de compostage met en œuvre deux gammes de température : mésophile et thermophile. Alors que la température idéale pour la phase initiale de compostage est de 20 à 45°C, par la suite, une température située entre 50 et 70°C est idéale. Quand la production de chaleur est plus rapide que sa dissipation, la température peut augmenter jusqu'à atteindre potentiellement une température de combustion (entre 150 et 200°C), et ce sans aucun apport extérieur d'énergie. On peut alors assister à la formation d'un feu couvant, pouvant ensuite donner lieu à apparition de flammes. On parle d'auto-combustion. → Afin de limiter le risque incendie, la température sera mesurée régulièrement par sonde électronique afin de pouvoir détecter toute élévation anormale de la température (> à 80 °C). → Au sein des conteneurs d'hygiénisation, la température ne dépasse pas 65°C, le contrôle de la température peut être vérifié en tout temps sur la plateforme WEB quanturi.</p>	<p><u>Présence de moyens de lutte contre l'incendie</u> Le site dispose de plusieurs extincteurs répartis judicieusement → Atteindre l'incendie et éviter toute propagation de celui-ci. Présence d'une réserve d'eau au sein de l'installation → Besoin en eau</p> <p><u>Vérifications périodiques :</u> Afin de s'assurer du bon fonctionnement des équipements, la société VALORISOL procèdera aux vérifications réglementaires selon la périodicité suivante : - extincteurs (annuel) - réserve eau incendie (annuel) → Éviter toute panne liée à la vétusté ou manque d'entretien des installations</p>
<p><u>Risque lié au stockage</u> Les différentes zones d'exploitation sont distantes les unes par rapport aux autres Les andins sont séparés par des allées coupe-feu Dispositif de mur coupe-feu (mégabloc) sur la plateforme de compostage des déchets alimentaire → Réduction du risque de propagation de l'incendie Retournement des andins (casier de maturation) Arrosage d'andin → Éviter tout départ d'incendie</p>	
<p><u>Risque lié à la surexploitation</u> Les volumes et hauteurs des stockages sont contrôlés et respecter Les déchets entrants sont planifiés afin d'éviter tout sur-stockage Mise en sommeil des activités commerciales des gisements → Éviter tout départ d'incendie Interdiction d'apport de feu / Interdiction de fumer. Des affiches et des consignes strictes sont affichées en caractères apparents → Éviter tout départ d'incendie Formation du personnel : Le personnel est formé à sa prise de poste, il est sensibilisé au risque incendie. Les consignes d'exploitation et de sécurité leur sont transmises. → Éviter tout accident pouvant entraîner un départ d'incendie</p>	
<p><u>En cas de travaux ou de l'intervention d'une tierce entreprise sur le site, Un plan de prévention lui sera remis, un permis feu, le cas échéant. Les employés impactés seront prévenus sur les dispositions prises</u> → Éviter tout accident pouvant entraîner un départ d'incendie lié à la co-activité</p>	
<p><u>Vérifications périodiques :</u> Afin d'éviter l'apparition de sources d'ignition, les installations électriques et les différentes machines seront entretenues en bon état et seront vérifiées par un organisme agréé.</p>	

Mesures de prévention	Mesures de protection
→ Éviter tout départ d'incendie lié à la vétusté ou manque d'entretien des installations	
Instauration de ronde avant fermeture → Éviter tout départ d'incendie	

Conclusion de l'Inspection des installations classées :

Les modifications n'engendrent pas de risques supplémentaires.

Les éléments présentés permettent de garantir le même niveau de sécurité que le projet initial.

En conclusion, l'évolution du site n'entraîne pas de modifications notables des dangers du site sur son environnement.

VI. Dans le cas où le positionnement de l'exploitant conclut au caractère non substantiel du projet de modification au regard des dangers et inconvénients significatifs induits

VI.1. Proposition de nouvelles prescriptions nécessaires à l'encadrement de l'activité

Le dossier comporte les éléments nécessaires afin d'encadrer les modifications par arrêté préfectoral.

En particulier, il étudie l'impact du projet sur : le calcul du montant des garanties financières (si concerné), la gestion des eaux pluviales en cas d'imperméabilisation, le besoin en moyens d'extinction d'incendie (y compris le calcul des besoins en eaux), la gestion des eaux d'extinction potentiellement polluées, les modalités de surveillance des rejets et effets sur l'environnement ...

Article de l'arrêté préfectoral encadrant l'exploitation à modifier	Nouvelle rédaction de l'article ou nouvel article
Article 2 de l'AP du 28 mai 2024 Liste des ICPE	Rubriques 3532 et 2780 : <ul style="list-style-type: none"> quantité journalière : 100 t/j dont au maximum 12 t/j de SPAnC3 quantité annuelle : 30 000 t/j de matières entrantes dont au maximum 3 120 t/an de SPAnC3
Article 1.2.3 de l'AP du 27 octobre 2020 Autres limitations de l'autorisation	La quantité maximale annuelle (tous produits confondus) traitée sur le site est de 30 000 tonnes.
Article 8.1.2.1 de l'AP du 27 octobre 2020 Intrants admis sur le site	La quantité journalière maximale est de 100 tonnes par jour dont au maximum 12 tonnes / jour de SPAn C3 La quantité annuelle maximale est de 30 000 t/an de matières entrantes dont au maximum 3 120 tonnes/an de SPAn C3
Article 8.1.4.3 de l'AP du 27 octobre 2020 Stockage des SPAn C3 entrants	La zone de réception des SPAnC3 entrant a une surface de 150 m². Aucune activité de broyage des intrants n'est pratiquée.
Article 8.1.4.3 de l'AP du 27 octobre 2020 Broyage	Au maximum 36h, les intrants solides sont recouverts aux autres matières premières, notamment l'agent structurant.

VI.2. Conformité réglementaire de la modification envisagées

Le dossier présente la conformité de la modification envisagée par rapport aux textes réglementaires applicables, notamment les arrêtés ministériels de prescriptions générales.

De même, si de nouvelles installations relevant du régime de la déclaration ou de l'enregistrement sont prévues, un positionnement par rapport aux arrêtés ministériels de prescriptions générales est présenté.

L'exploitant continuera à respecter les textes réglementaires suivants :

- arrêté ministériel du 27/05/21 modifiant l'arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 22/10/18 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 04/06/24 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement et à déclaration.

VII. Positionnement de l'inspection des installations classées

L'objectif de cette partie est de se positionner d'une part sur la nécessité de réaliser ou non une évaluation environnementale et d'autre part sur le caractère substantiel de la modification au regard des dangers et inconvénients significatifs induits, afin d'identifier la procédure à suivre.

Aide au positionnement :

Si le projet est soumis à la fois à examen au cas par cas et à évaluation environnementale systématique au titre du tableau annexé au R.122-2, alors le projet est soumis à évaluation environnementale systématique. Les résultats de la partie V permettent de se positionner sur la substantialité de la modification au regard des dangers ou inconvénients induits.

Si l'analyse d'un seul critère mentionné par «» amène à cocher la case « oui », la modification doit être considérée comme substantielle au regard des dangers et inconvénients induits.**

Le cas échéant, résultat de l'examen au cas par cas :

- ☐ Soumission à évaluation environnementale
☐ Dispense d'évaluation environnementale
Date de la décision : /

L'inspection des installations classées considère que le projet :

- ☐ Est une **extension soumise à évaluation environnementale** (systématique ou suite au cas par cas)
→ *Nouvelle procédure autorisation environnementale avec étude d'impact et enquête publique*
- ☐ N'est **pas une extension soumise à évaluation environnementale** (systématique ou suite au cas par cas), mais la modification est **substantielle au regard des dangers et inconvénients induits**
→ *Nouvelle procédure autorisation environnementale avec étude d'incidence et consultation du public (enquête publique ou participation du public par voie électronique)*
- ☐ N'est **pas une extension soumise à évaluation environnementale**, et la modification est **non substantielle au regard des dangers et inconvénients induits**, mais une **consultation du public est nécessaire** selon les modalités du L.123-19-2
→ *L'exploitant est informé.*
- ☒ N'est **pas une extension soumise à évaluation environnementale**, et la modification est **non substantielle au regard des dangers et inconvénients induits**, mais nécessite une **modification de l'arrêté préfectoral encadrant l'exploitation**
→ *Un projet d'APC est proposé en annexe du présent rapport.*

○ N'est pas une extension soumise à évaluation environnementale, et la modification est non substantielle au regard des dangers et inconvénients induits et ne nécessite pas de modification de l'arrêté préfectoral encadrant l'exploitation

→ Un courrier de réponse au dossier de porter-à-connaissance donnant acte est proposé en annexe du présent rapport.

○ N'est pas une extension soumise à évaluation environnementale, et la modification est non substantielle au regard des dangers et inconvénients induits, mais le projet nécessite une évaluation environnementale au titre d'une autre rubrique que la 1 du tableau annexé au R.122-2

→ Déterminer la procédure qui porte l'évaluation environnementale

Remarque : si un CERFA 14734*04 a été déposé, une décision explicite à l'issue de la procédure de cas par cas a été rendue.

VIII. Levée de la mise en demeure du 03 août 2023

VIII.1. Conformité réglementaire de la modification envisagée

Lors de la visite d'inspection du 25 avril 2023, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) avait constaté que le site VALORISOL sis sur la commune de Villeneuve-le-Sablons ne disposait pas d'une réserve d'eau propre accessible. La réserve d'eau propre actuellement présente de 130 m³ nécessitait d'être déplacée côté sud, derrière le bâtiment et sur la plateforme en béton réalisée à cet effet, pour être utilisable ;

La réserve de 130 m³ a été réceptionnée par le SDIS (cf. certificat de réception daté du 04/07/2023).

Le point d'eau a été pris en compte par le SDIS pour entrer dans la nomenclature des ressources hydrauliques pour la défense contre l'incendie de la commune de Villeneuve-le-Sablons et inscrit sous le numéro d'ordre 01316-60678-00003.

Conclusion de l'Inspection des installations classées :

L'exploitant a satisfait aux prescriptions de l'article 7.6.4 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2020 et à celle de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 3 août 2023.

VIII.2. Conformité réglementaire de la modification envisagée

La société VALORISOL exploite une plateforme de compostage de déchets verts sur le territoire de la commune de Villeneuve-Lès-Sablons (60175).

Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2020. Classées plus particulièrement au titre de la rubrique IED suivante relative :

- 3532 - Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour [...].

Les dispositions des articles R.515-58 et suivants du Code de l'environnement, issus de la transposition de Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », sont applicables.

En application de l'article R.515-71-I du Code de l'environnement et en vue de la mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement au regard des meilleures techniques disponibles, l'exploitant a adressé au préfet le 16 janvier 2024 un dossier de réexamen concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD ou BREF) relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale.

L'instruction de ce dernier a été soldée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 mai 2024.

Conclusion de l'Inspection des installations classées :

L'exploitant a satisfait aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 3 août 2023.
Cette dernière peut être levée.

IX. Conclusion et proposition de l'inspection des installations classées

L'examen global du dossier déposé par le pétitionnaire conduit à la procédure suivante :

- Modification notable avec un arrêté complémentaire (article R.512-46- 23, II, dernier alinéa) - sans passage au CODERST.

Au regard du dossier transmis par l'exploitant et de l'analyse synthétisée dans le présent rapport, il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en œuvre la procédure la procédure ci-dessus.

Une consultation du CODERST n'est pas requise.

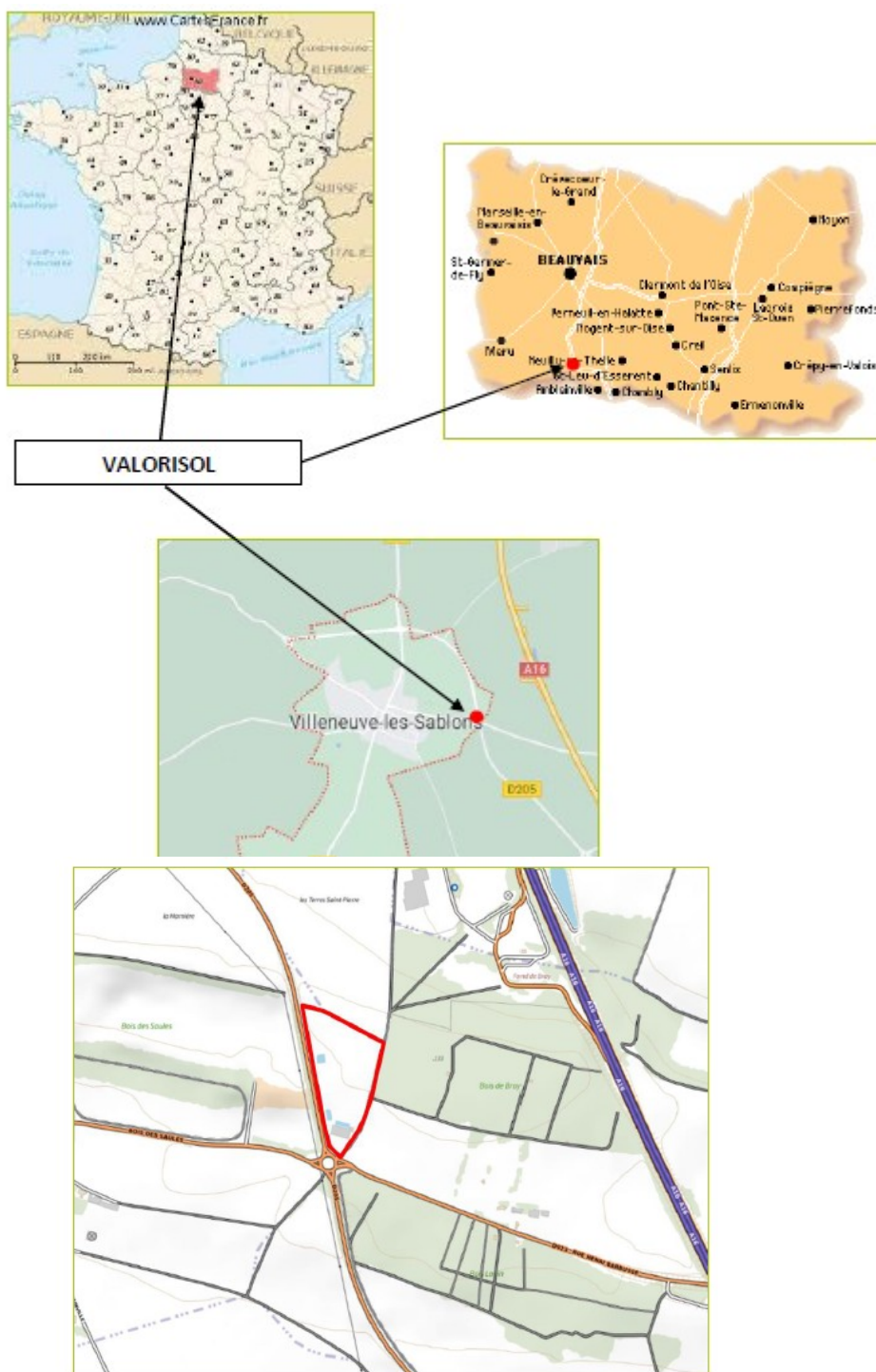
Rédacteur

Valideur

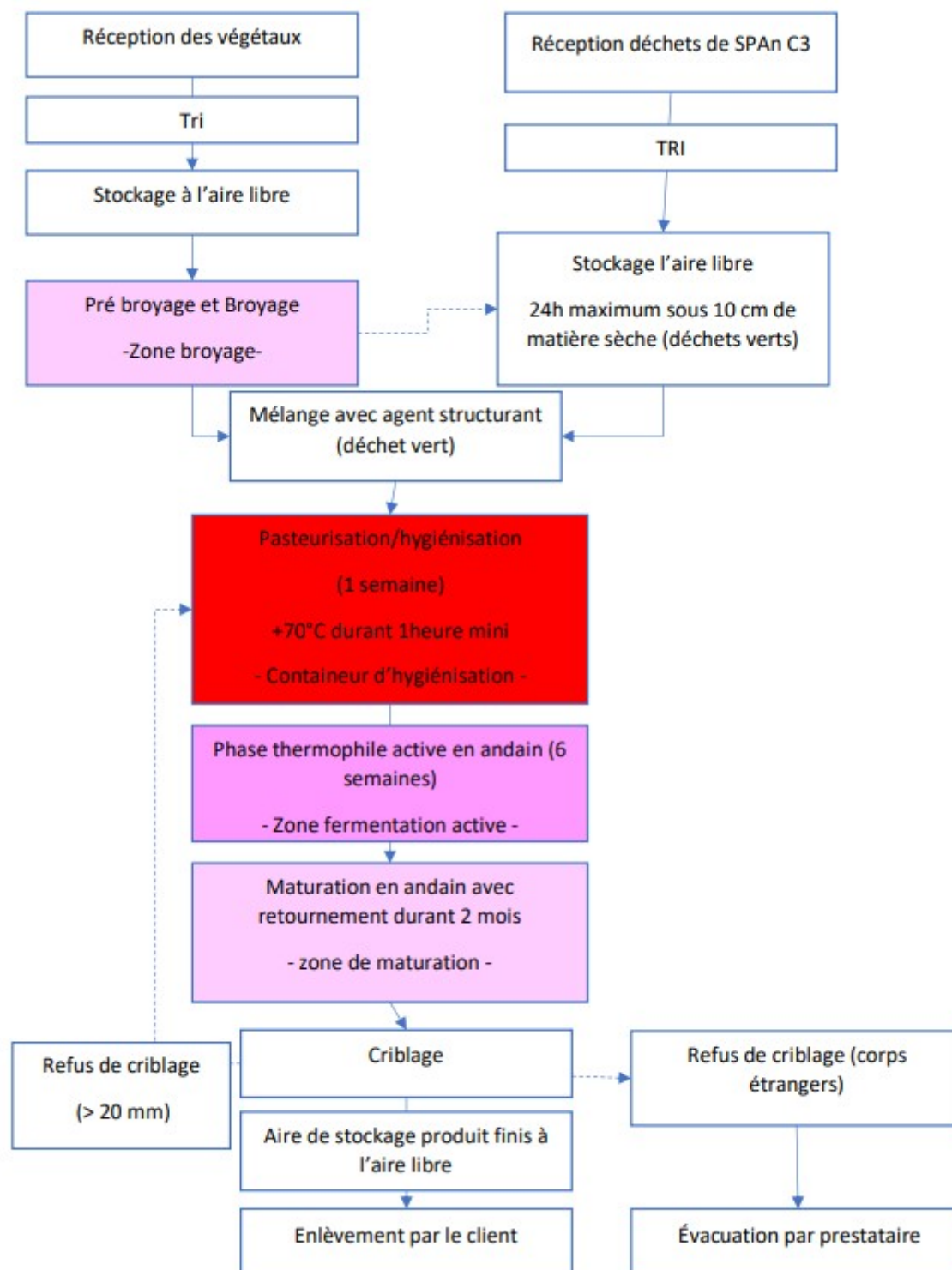
Adopté et transmis à la Direction Départementale des Territoires de l'Oise
Pour le Directeur et par délégation,
Le Chef de l'Unité Départementale de l'Oise,

Annexe 1. Cartographies et photographies

Localisation géographique du site



Etapes clés de la fabrication du compostage des SPAn Catégorie 3



Zone de réception des déchets



Caissons d'hygiénisation fermés, dédiés aux déchets SPAnC3



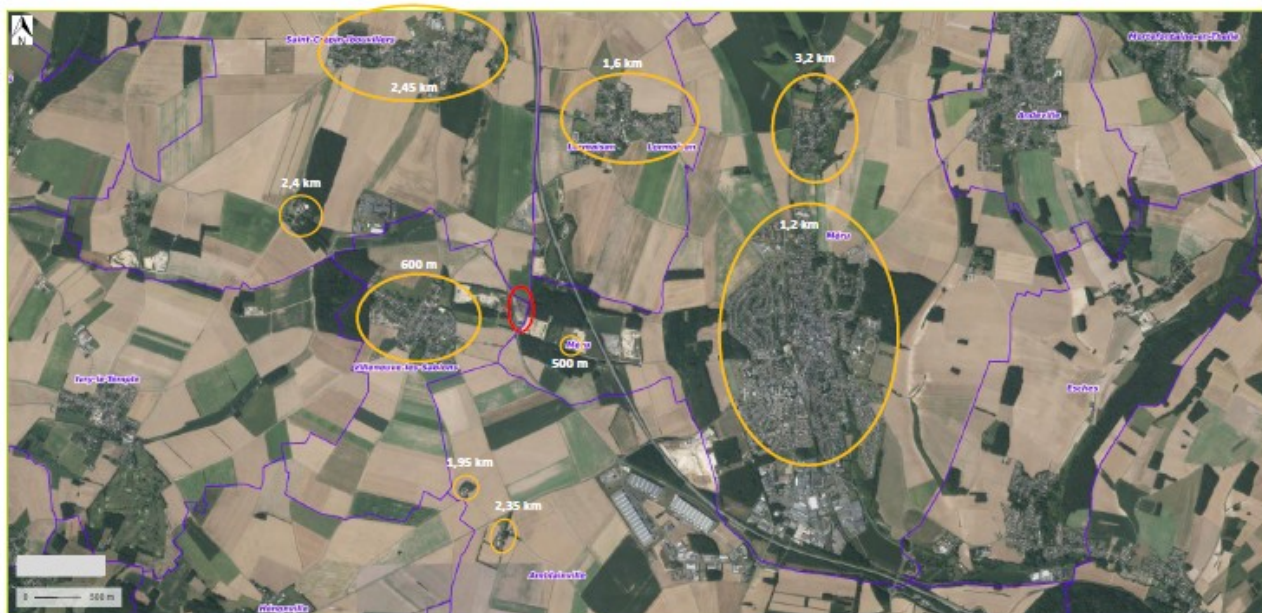
Casiers de maturation



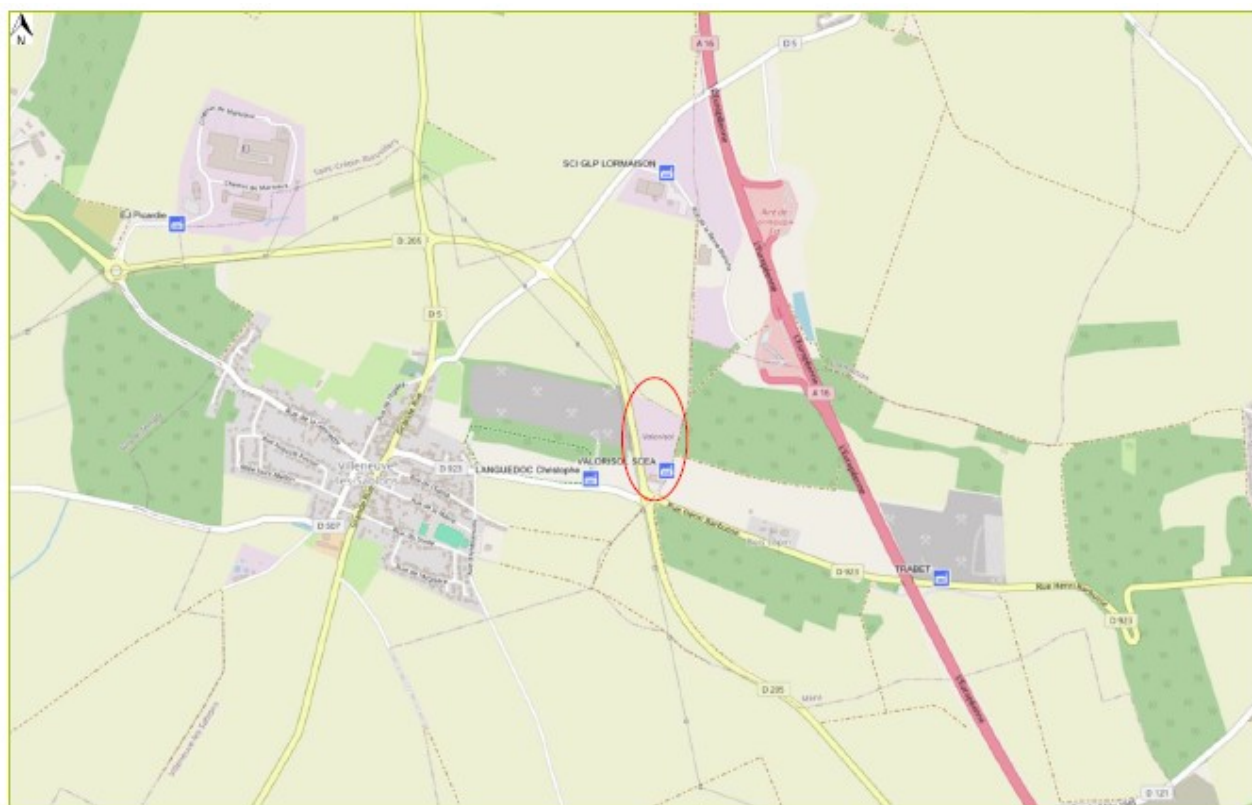
Produit sortant : Compost normé NFU 44-051, criblé en 10 mm

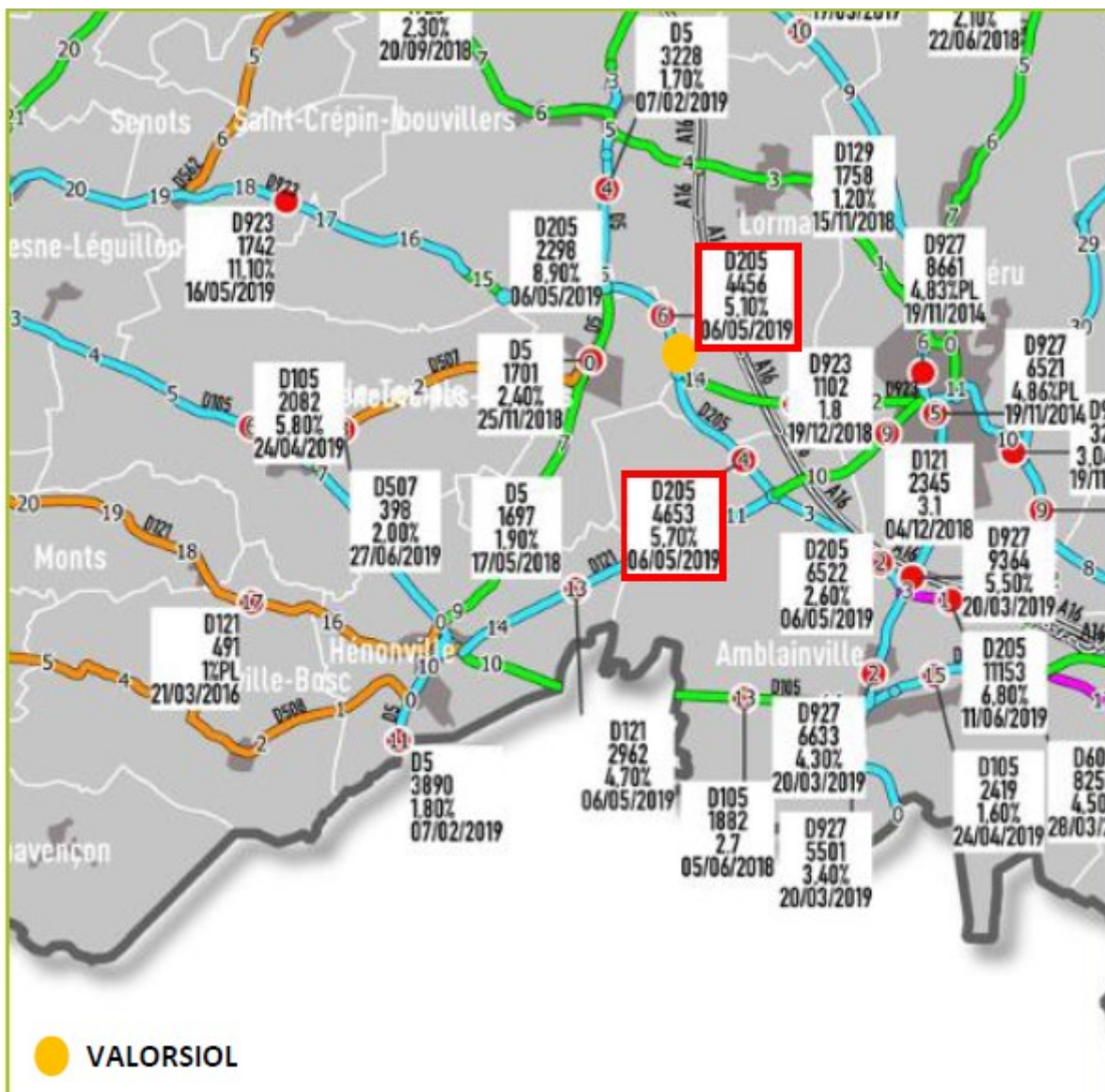


Localisation des zones d'habitations



Localisation des axes de circulation autour du site





Impact estimé sur le trafic routier

	Trafic estimé poids lourd
Nombre de véhicules	10 PL / jour
Trafic RD 205 POINT 4	5,70% 4 653 PL / jour 265 PL / jour
Impact sur le trafic RD 930	+ 3,77 %
Trafic RD 205 POINT 6	5,10% 4 456 PL / jour 227 PL / jour
Impact sur le trafic RD 930	+ 4,41 %

Le pourcentage correspond à la part des Poids Lourds comptabilisés dans le nombre total des véhicules.

Annexe 2. Projet d'arrêté préfectoral abrogeant la mise en demeure du 03/08/2023



**PRÉFET
DE L'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Arrêté préfectoral abrogeant la mise en demeure du 23 août 2023 délivrée à l'encontre de
la société VALORISOL sises lieu-dit « Le Gibet Monin » - Route de Méru
sur la commune de Villeneuve-Les-Sablons (60175)**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 124-4, L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R. R. 512-54 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L. 411-2 ;

Vu le Code de justice administrative, et notamment son article R. 421-1 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie Caillaud en qualité de préfet de l'Oise ;

Vu le décret du 25 août 2023 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de l'Oise (groupe II), sous-préfet de Beauvais - M. BOVET (Frédéric) ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2013 autorisant la société VALORISOL à exploiter une plateforme de compostage de déchets verts sur la commune de Villeneuve-les-Sablons et vu l'arrêté complémentaire du 27 octobre 2020 actant la nouvelle rubrique 2780-3.a ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 août 2023 mettant en demeure la société VALORISOL, exploitant une installation de compostage de biodéchets sise sur la commune de Villeneuve-Les-Sablons :

- de respecter les dispositions de l'article R. 515-71 du Code de l'environnement, en transmettant un dossier de réexamen ;
- de respecter les dispositions de l'article 7.6.4 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2020, en mettant à disposition une réserve d'eau propre accessible et opérationnelle pour les services de l'incendie et des secours d'au moins 120 m³ ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du XX conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du XX ;

Considérant les points suivants :

1. lors de la visite d'inspection du 25 avril 2023, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) avait constaté que le site VALORISOL sis sur la commune de Villeneuve-le-Sablons ne disposait pas d'une réserve d'eau propre accessible. La réserve d'eau propre actuellement présente de 130 m³ nécessitait d'être déplacée côté sud, derrière le bâtiment et sur la plateforme en béton réalisée à cet effet, pour être utilisable ;
2. la réserve de 130 m³ a été réceptionnée par le SDIS (cf. certificat de réception daté du 04/07/2023) ;
3. le point d'eau a été pris en compte par le SDIS pour entrer dans la nomenclature des ressources hydrauliques pour la défense contre l'incendie de la commune de Villeneuve-le-Sablons et inscrit sous le numéro d'ordre 01316-60678-00003 ;
4. en conséquence, l'exploitant a satisfait aux prescriptions de l'article 7.6.4 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2020 et à celle de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 3 août 2023 ;
5. La société VALORISOL exploite une plateforme de compostage de déchets verts sur le territoire de la commune de Villeneuve-Lès-Sablons (60175) ;
6. les activités de cet établissement, qui relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2020. Classées plus particulièrement au titre de la rubrique IED suivante relative :
 - 3532 - Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour [...] ;
7. les dispositions des articles R.515-58 et suivants du Code de l'environnement, issus de la transposition de Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », sont applicables ;
8. en application de l'article R.515-71-I du Code de l'environnement et en vue de la mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement au regard des meilleures techniques disponibles, l'exploitant a adressé au préfet le 16 janvier 2024 un dossier de réexamen concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD ou BREF) relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale ;
9. l'instruction de ce dernier a été soldée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 mai 2024 ;
10. en conséquence, l'exploitant a satisfait aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 3 août 2023 ;
11. Il en ressort que la mise en demeure du 3 août 2023 peut être levée.

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture du département de l'Oise ;

ARRÊTE

Article 1.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 août 2023, délivré à la société VALORISOL pour ses installations sises sur la commune de Villeneuve-Les-Sablons, sont abrogées.

Article 2.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens, 14, rue Lemerchier 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 3.

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Villeneuve-Les-Sablons pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de la commune de Villeneuve-Les-Sablons fait connaître, par procès verbal adressé à la préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir : <http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4.

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de la commune de Villeneuve-Les-Sablons le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts de France (ou la directrice départementale de la protection des populations), l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le
Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général

Frédéric BOVET

Annexe 3. Projet d'arrêté préfectoral complémentaire



**PRÉFET
DE L'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Arrêté préfectoral complémentaire applicables aux installations exploitées
par la société VALORISOL sises lieu-dit « Le Gibet Monin » - Route de Méru
sur la commune de Villeneuve-Les-Sablons (60175)
et actualisant le tableau de classement**

LE PRÉFET DE L'OISE

**Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres**

Vu la décision d'exécution (UE) n°2018/1147 de la Commission du 10/08/18 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le Code de l'Environnement, notamment la section 8 du chapitre V du Titre Ier de son Livre V ;

Vu plus particulièrement les articles R. 181-45, R. 515-70-I et R. 515-71-I du Code de l'environnement ;

Vu l'article R. 541-8 du Code de l'environnement qui définit la notion de « biodéchets » : *« Tout déchet non dangereux biodégradable de jardin ou de parc, tout déchet non dangereux alimentaire ou de cuisine issu notamment des ménages, des restaurants, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que tout déchet comparable provenant des établissements de production ou de transformation de denrées alimentaires »* ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L. 411-2 ;

Vu le Code de justice administrative, et notamment son article R. 421-1 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie Caillaud en qualité de préfet de l'Oise ;

Vu le décret du 25 août 2023 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de l'Oise (groupe II), sous-préfet de Beauvais - M. BOVET (Frédéric) ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2013 autorisant la société VALORISOL à exploiter une plateforme de compostage de déchets verts sur la commune de Villeneuve-les-Sablons et vu l'arrêté complémentaire du 27 octobre 2020 actant la nouvelle rubrique 2780-3.a ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance déposé par la société VALORISOL le 10 décembre 2024 et relatif à un projet d'augmentation de la quantité de déchets SPAn C3 (sous-produits animaux de catégorie 3) ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 6 janvier 2025 établissant la recevabilité de la demande précitée ;

Considérant qu'il convient de corriger l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 novembre 2024 ;

Après communication au demandeur du projet d'arrêté ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture du département de l'Oise ;

ARRÊTE

Article 1. - Exploitant, durée, péremption

La société VALORISOL (dont le siège social est situé route de Méru - Le gibet Monin est autorisée, à poursuivre l'exploitation des installations de compostage sises route de Méru - Le gibet Monin, sur le territoire de la commune de Villeneuve-les-Sablons (60175).

Article 2 – Liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de classement figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 mai 2024 est modifié comme suit :

Rubrique	Désignation	Volume de l'activité	Régime
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Traitement biologique : compostage	A
2780-3.a	Installation de compostage de déchets non dangereux ou matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation 3. Compostage d'autres déchets a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j	Transformation de matière organique par compostage : <u>Intrants</u> : - résidus de jardinage, écorces, végétaux, feuilles, tailles de haies, tontes de gazon,... - restes de repas - biomasse - anciennes denrées alimentaires <u>Quantité journalière</u> : 100 t/jour dont au maximum 12 t/jour de SPAn catégorie 3	A

Rubrique	Désignation	Volume de l'activité	Régime
		Quantité annuelle : 30000 t/an de matières entrantes dont au maximum 3120 t/an de SPAn catégorie 3	
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Quantité autorisée : 25 t/j	A
2260	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 2101, 2102, 2111, 2140, 2150, 2160, 2170, 2220, 2240, 2250, 2251, 2265, 2311, 2315, 2321, 2330, 2410, 2415, 2420, 2430, 2440, 2445, 2714, 2716, 2718, 2780, 2781, 2782, 2790, 2791, 2794, 3610, 3620, 3642 ou 3660 : 1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : a) Supérieure à 500 kW	Puissance des équipements : 1 263 kW	E
2716	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³	Volume transit : 5 000 m³	E
2171	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole Le dépôt étant supérieur à 200 m³	Volume du dépôt 8 000 m³	D

E : ENREGISTREMENT – D : DÉCLARATION

Article 4. Publicité

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Rémy pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de la commune de Rémy fait connaître, par procès verbal adressé à la préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir : <http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 5. Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens, 14, rue Lemerchier 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 6. Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de la commune de Rémy, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts de France (ou la directrice départementale de la protection des populations), l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le
Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général

Frédéric BOVET